

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 14 25 – Rapport sur les substances désignées.
- .2 Section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Santé Canada, Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .2 Province de l'Ontario
 - .1 *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, L.R.O. 1990, ch. 0.1 (plus récent amendement en 2016).

1.3 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Soumettre un plan de santé et de sécurité propre au chantier dans les sept (7) jours ouvrables suivant la date de l'ordre de commencement des travaux, mais trois (3) semaines avant le début de ces derniers. Ce plan doit comprendre ce qui suit :
 - .1 les résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité propres au chantier;
 - .2 les résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité figurant dans le plan des travaux;
 - .3 les procédures de travail sécuritaires écrites pour aborder les risques connus.
- .3 Soumettre au représentant du Ministère ainsi qu'à l'autorité compétente, sur demande, trois (3) copies du rapport de l'inspection de la santé et de la sécurité menée sur le chantier par le représentant autorisé de l'entrepreneur.
- .4 Présenter des copies des rapports ou des directives émis par les inspecteurs fédéraux et provinciaux en santé et sécurité.
- .5 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .6 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT, le cas échéant.
- .7 Le représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité propre au chantier de l'entrepreneur et fera part de ses commentaires à ce dernier dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception du plan.
 - .1 Réviser le plan, au besoin, et le présenter de nouveau au représentant du Ministère dans les sept (7) jours ouvrables après la réception des commentaires de ce dernier.

- .8 L'examen fait par le représentant du Ministère du plan de santé et de sécurité propre au chantier final de l'entrepreneur ne doit pas être interprété comme une approbation, et cet examen n'allège pas la responsabilité globale de l'entrepreneur relativement à l'application des mesures liées à la santé et à la sécurité du chantier.
- .9 Présenter une preuve de couverture de la CSAT dans les sept (7) jours ouvrables suivant l'attribution du marché.
- .10 Présenter une preuve de soumission à l'autorité compétente de la production de l'avis de projet.
- .11 Plan d'intervention en cas d'urgence : énoncer les procédures et les marches à suivre en cas de situation d'urgence sur le chantier.

1.4 PRODUCTION DE L'AVIS DE PROJET

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales compétentes.

1.5 ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ

- .1 Faire une évaluation des risques pour la sécurité propres au chantier relativement à l'exécution des travaux.

1.6 RÉUNIONS

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le représentant du Ministère avant de commencer les travaux, et en assurer la direction.

1.7 ÉTAT ET CONDITIONS DU PROJET ET DU CHANTIER

- .1 Le personnel chargé des travaux sur le chantier sera exposé aux éléments suivants :
 - .1 des adhésifs;
 - .2 des produits d'étanchéité pour joints au latex;
 - .3 des matériaux de ragréage à base de ciment;
 - .4 des apprêts.
- .2 Les matériaux prescrits dans les diverses sections du devis sont décrits dans la section 01 14 25 – Rapport sur les substances désignées et les fiches signalétiques (FS).

1.8 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques et dangers. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 Le représentant du Ministère peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la

soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

1.9 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que le plan de santé et de sécurité propre au chantier, et veiller à ce que les employés s'y conforment.
- .3 Il incombe à l'entrepreneur d'embaucher son propre coordonnateur en santé et sécurité pour assurer une surveillance quotidienne et faire respecter le plan de santé et de sécurité.

1.10 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario, L.R.O. 1990, ch. 0.1.

1.11 RISQUES IMPRÉVUS

- .1 En présence de conditions, de risques ou de facteurs particuliers ou imprévus pouvant compromettre la sécurité durant l'exécution des travaux, observer la procédure mise en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de l'Ontario, et en informer le représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.12 CORRECTION DES CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le représentant du Ministère.
- .2 Remettre au représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si la situation de non-conformité n'est pas corrigée.

1.13 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public et du personnel du chantier et à la protection de l'environnement la priorité sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION